

**Entretien des espaces verts
du palais de Justice de Saint-Pierre de La Réunion
(Marché réservé)**

CCAP

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Numéro de consultation : 2023-07-ESPVERT-PJSP

Procédure de passation : Procédure adaptée < 90 000 € HT

Table des matières

Article 1 - PREAMBULE - CONTEXTE.....	4
Article 2 - PRESENTATION DE L'ACHETEUR	4
Article 3 - OBJET DU MARCHÉ.....	4
Article 4 - FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ.....	4
Article 5 - ALLOTISSEMENT.....	5
Article 6 - DUREE DU MARCHÉ.....	5
6.1 Cadre général.....	5
6.2 Reconduction du marché.....	5
Article 7 - LIEU D'EXECUTION.....	5
Article 8 - OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES.....	5
8.1 Forme des notifications et informations.....	5
8.2 Langue.....	5
8.3 Modalités de computation des délais d'exécution des prestations.....	5
8.4 Représentation des parties.....	5
8.4.1 Représentation de l'acheteur.....	5
8.4.2 Représentation du titulaire.....	6
8.5 Conduite des prestations par une personne nommément désignée.....	6
8.6 Obligations d'information relatives au titulaire.....	6
8.6.1 Modifications.....	6
8.6.2 Obligations administratives en cours d'exécution.....	6
8.7 Obligations de conseil, d'information sur les prestations.....	7
8.8 Sous-traitance.....	7
Article 9 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
9.1 Ordre de priorité.....	7
9.2 Pièces à remettre au titulaire. Cession ou nantissement des créances.....	7
Article 10 - CONFIDENTIALITE – PERSONNELS – ENVIRONNEMENT – SECURITE - DOMMAGES.....	8
10.1 Confidentialité.....	8
10.2 Obligations relatives aux personnels.....	8
10.2.1 Protection de la main-d'oeuvre et conditions de travail.....	8
10.2.2 Personnels du titulaire	8
10.2.3 Remplacement des intervenants	9
10.3 Obligation relatives à la protection de l'environnement, sécurité et santé.....	9
10.4 Dommages et Assurances.....	9
Article 11 - PRIX.....	9
11.1 Forme et contenu des prix.....	9
11.2 Variation des prix	10
Article 12 - MODALITES DE REGLEMENT.....	10
12.1 Avances.....	10
12.2 Acomptes – Demandes de paiement -Modalités de facturation.....	10
12.2.1 Taux de TVA.....	10
12.2.2 Monnaie.....	10
12.2.3 Forme.....	10
12.2.4 Mentions obligatoires.....	11
12.2.5 Transmission des factures.....	11
12.2.6 Mode de paiement.....	12
12.3 Intérêts moratoires.....	12
Article 13 - DELAIS D'EXECUTION.....	12
Article 14 - PENALITES.....	12
14.1 Pénalités applicables.....	12
14.2 Plafonnement des pénalités pour retard.....	13

14.3 Seuil d'exonération des pénalités pour retard.....	13
Article 15 - CLAUSE D'INSERTION SOCIALE.....	13
Article 16 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	13
Article 17 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	14
17.1 Opérations de vérification.....	14
17.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet.....	14
Article 18 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	15
Article 19 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES.....	15
Article 20 - SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES.....	15
Article 21 - CLAUSE DE REEXAMEN.....	15
Article 22 - RESILIATION.....	16
Article 23 - DIFFERENDS.....	16
23.1 Règlement des différends entre les parties.....	16
23.2 Contentieux.....	17
Article 24 - DEROGATIONS	17

Article 1 - PREAMBULE - CONTEXTE

La présente consultation fait suite à une décision de la cour d'appel de Saint-Denis de ne pas reconduire l'un des lots de l'actuel marché d'entretien d'espaces verts relatif à l'ensemble des juridictions judiciaires du département de La Réunion, référencé 2021-02-ESPVERT-RUN, dont l'exécution a débuté le 1er juin 2022.

Le lot N°3, non reconduit, concerne le palais de Justice de Saint-Pierre. Les prestations objet de ce marché sont reconduites à l'identique, et, afin de participer à l'effort de politique sociale en faveur des travailleurs handicapés, seront confiées à des établissements et services d'aide par le travail (ESAT) ou entreprises adaptées (EA).

Le présent document fait référence au cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (ECOM2106868A) publié au Journal Officiel le 1er avril 2021, et ses modifications ultérieures.

L'acheteur renvoie les candidats potentiels aux définitions de l'article 2 du nouveau CCAG-FCS, évoqué ci-dessus.

Article 2 - PRESENTATION DE L'ACHETEUR

Personne Publique, pouvoir adjudicateur :

ÉTAT - MINISTÈRE DE LA JUSTICE - COUR D'APPEL DE SAINT DENIS (RÉUNION)
Service administratif régional (SAR)
166 rue Juliette DODU
CS 61035
97404 SAINT DENIS Cedex

Personnes représentant le pouvoir adjudicateur :

Monsieur le premier président de la cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion et madame la procureure générale près ladite cour

Par délégation des chefs de cour :

Monsieur le directeur délégué à l'administration régionale judiciaire

Personnes habilitées à donner des renseignements d'ordre administratif et notamment les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 & 61 du code de la commande publique :

Myriam HERRERA, chargée de mission ou Françoise COURVILLE, responsable des marchés publics au service administratif régional de la cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion
(mp.sar.ca-st-denis-reunion@justice.fr 02.62.40.58.41/06.92.61.55.18)

Comptable public assignataire des paiements :

M. le directeur régional des finances publiques de la Réunion
7 Avenue André Malraux
97400 SAINT DENIS

Article 3 - OBJET DU MARCHE

Le marché a pour objet d'assurer l'entretien des espaces verts du palais de Justice de Saint-Pierre à La Réunion.

Il s'agit d'un marché de services.

Code(s) CPV de la consultation : 7731000-6 Réalisation et entretien d'espaces verts

Article 4 - FORME ET ETENDUE DU MARCHE

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée.

Elle aboutira à la signature d'un marché mixte, comprenant une partie forfaitaire et certaines prestations à bon de commande.

Article 5 - ALLOTISSEMENT

Compte tenu des éléments développés en préambule, les prestations de la présente consultation ne sont pas alloties.

Article 6 - DUREE DU MARCHE

6.1 Cadre général

Le marché est conclu pour une période d'un an à compter du **1er juin 2024**.

6.2 Reconduction du marché

Le marché peut être reconduit une (1) fois, par reconduction expresse deux mois avant la fin de la période, pour une durée identique à sa durée initiale, soit au maximum jusqu'au 31 mai 2026.

Article 7 - LIEU D'EXECUTION

Les prestations seront exécutées à l'adresse suivante : **Palais de Justice de Saint-Pierre, 28, rue Archambaud – CS70040, 97410 SAINT-PIERRE**

Article 8 - OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

8.1 Forme des notifications et informations

Elles répondent aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG de référence.

Conformément aux dispositions applicables aux procédures lancées à compter du 1er octobre 2018, tous les échanges durant la procédure de passation et l'exécution d'un marché public doivent être dématérialisés.

En conséquence, tous les échanges ci-après devront avoir lieu sur la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE), à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr> :

- la mise à disposition des documents de la consultation
- la réception des candidatures et des offres
- les questions/réponses des acheteurs et des entreprises, les demandes de compléments, les échanges relatifs à la négociation
- la notification des décisions
- la publication des données essentielles

Ils ne pourront se faire par d'autres supports.

A titre exceptionnel, en cas d'indisponibilité durable de la plate-forme, certaines communications, autres que celles énumérées ci-dessus, pourront être adressées à l'adresse suivante : mp.sar.ca-st-denis-reunion@justice.fr

8.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

8.3 Modalités de computation des délais d'exécution des prestations

Elles sont déclinées à l'article 3.2 du CCAG de référence.

8.4 Représentation des parties

8.4.1 Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant l'acheteur.

L'acheteur notifie toute modification des interlocuteurs désignés au titulaire.

8.4.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire, qui est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification ultérieure de l'interlocuteur désigné.

8.5 Conduite des prestations par une personne nommément désignée

Lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en informer sans délai l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de trente jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée.

Les informations, propositions et décisions de l'acheteur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG-FCS.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG de référence.

8.6 Obligations d'information relatives au titulaire

8.6.1 Modifications

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

8.6.2 Obligations administratives en cours d'exécution

Le titulaire met à disposition **tous les six mois**, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail, à savoir :

- attestation justifiant de la régularité de la situation fiscale (régularité des obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée et d'impôt sur les sociétés).
- attestation de vigilance (attestation de régularité). Pour être valide, l'attestation délivrée en ligne par l'Urssaf doit viser une situation datant de moins de 6 mois.
- immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers datée de moins de trois mois,
- liste nominative des salariés étrangers employés et qui sont soumis à autorisation de travail. Cette liste précise pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. A défaut, une déclaration sur l'honneur disant qu'il n'emploie pas de travailleurs étrangers.

Ces documents pourront être déposés sur une plateforme sécurisée, dénommée e-Attestations, mise à disposition du titulaire. Entièrement gratuit pour le déclarant, cet outil lui permet de mettre à disposition de l'ensemble des donneurs d'ordre les attestations requises tous les six mois dans le cadre de la commande publique, en une seule fois.

Les informations relatives à cette plateforme sont disponibles sur le site : www.e-attestations.com

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents suivants justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-1 du code du travail :

- a) Une copie du document désignant le représentant sur le territoire national mentionné conformément aux articles R.1263-2-1 et suivants du code du travail ;
- b) Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI », conformément aux dispositions des articles R.1263-4-1 et R.1263-6-1 du code du travail.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

8.7 Obligations de conseil, d'information sur les prestations

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations ou qui lui permettrait d'optimiser la bonne exécution des prestations.

8.8 Sous-traitance

Le titulaire qui envisage de sous-traiter une partie des prestations demande à l'acheteur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché aux seules entreprises adaptées (EA) ou établissements et services d'aide par le travail (ESAT).

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, l'acheteur notifie au titulaire l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire fait connaître à l'acheteur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Article 9 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

9.1 Ordre de priorité

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe financière (CDPGF et BPU)
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 conformément aux dispositions de l'article R 2112-2 du code de la commande publique
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations objet du marché
- l'offre technique du titulaire
- les actes spéciaux de sous-traitance et les éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché

9.2 Pièces à remettre au titulaire. Cession ou nantissement des créances

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.

L'acheteur remet également au titulaire, à sa demande et sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

Le titulaire informe ses éventuels sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article.

10.1 Confidentialité

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

10.2 Obligations relatives aux personnels

10.2.1 Protection de la main-d'oeuvre et conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations,

en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Le titulaire peut demander à l'acheteur, du fait des conditions particulières d'exécution du marché, de transmettre, avec son avis, à l'autorité compétente, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de ces obligations.

10.2.2 Personnels du titulaire

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Il est expressément entendu que les personnels du prestataire demeurent, à tous égards les salariés de ce dernier (organisation du travail, législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements, ...).

Ils demeurent en permanence sous la seule subordination et direction de leur employeur. Ce dernier prendra notamment en charge tout accident ou maladie pouvant affecter ses salariés pendant la durée des prestations.

Le prestataire est responsable de son personnel, qui doit se conformer à tous les règlements généraux (code du travail, hygiène, sécurité incendie, ...) et au règlement intérieur de l'établissement, en particulier les conditions d'accès au site concerné par le présent marché.

Le prestataire est responsable des actes commis par son personnel ou ses intervenants. Toute infraction commise est passible de la mise en jeu de sa responsabilité et peut donner lieu à l'application des sanctions prévues au présent document, et dans des cas aggravés, à des poursuites judiciaires.

10.2.3 Remplacement des intervenants

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour remplacer tout membre de son personnel absent, en prenant soin d'en informer le responsable de site.

Pour tout changement de personnel en cours de marché, le titulaire doit adresser au responsable de site une demande d'agrément au minimum 15 jours avant la date de début d'intervention.

Le titulaire pourvoit au remplacement de ses personnels quelque soit le motif de leur absence. Qu'il s'agisse d'un remplacement ponctuel (congé, maladie, ...) ou définitif, le personnel manquant sera remplacé par un intervenant de qualification équivalente, préalablement agréé tel que précisé à l'article 5.1.1. du CCTP et ayant effectué avant sa prise de poste un stage sur site lui permettant d'appréhender les lieux et les modalités d'exécution de la prestation.

10.3 Obligation relatives à la protection de l'environnement, sécurité et santé

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

10.4 Dommages et Assurances

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

En cas de dommages sur des biens, les frais de réparation seront pris en charge par l'entreprise titulaire dans les meilleurs délais.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'acheteur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'acheteur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par l'acheteur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et qui affectent les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire devra, **dès le dépôt de son offre**, justifier être en possession d'une police d'assurances en cours de validité.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Article 11 - PRIX

11.1 Forme et contenu des prix

Les prix du marché sont mixtes. Ils sont composés d'une partie forfaitaire rémunérée selon les prix du CDPGF et d'une partie variable rémunérée selon les tarifs du BPU établi pour les éventuels bons de commande.

Les prix contiennent l'ensemble des prestations décrites à l'article 2 du CCTP.

Ils sont réputés comprendre :

- toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations,
- les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison,
- les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG-FCS,
- toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations,
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.
- les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande
- les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations.

11.2 Variation des prix

Les prix sont réputés fermes jusqu'à la fin de la période initiale.

Ils sont ensuite révisables chaque année au premier jour de la période de reconduction, par application de la formule suivante :

$$P = P_o [0,15 + 0,85 (EV4 / EV4o)]$$

dans laquelle :

- P est le prix révisé
- Po est le prix initial
- EV4 = (identifiant INSEE – 001711017) valeur de l'index "travaux d'entretien des espaces verts" correspondant au mois précédant la remise des offres
- EV4o = dernière valeur de l'indice au moment de la révision

La valeur initiale Po sera celle du mois zéro M0, correspondant au mois de la date limite de remise des offres, soit **février 2024**.

Les valeurs finales seront les dernières publiées au 1er jour du mois de la révision. Les prix ainsi déterminés resteront fermes pour toute l'année considérée.

Article 12 - MODALITES DE REGLEMENT

12.1 Avances

Le présent marché ne répondant pas aux conditions de l'article R2191-3 du code de la commande publique, aucune avance ne sera versée.

12.2 Acomptes – Demandes de paiement -Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande émise par le titulaire et après attestation du service fait par l'acheteur. Il sera effectué par virement au compte du titulaire. Les frais de facturation ne sont pas admis.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées par le marché lui sera retournée par rejet notifié dans Chorus, le délai global de paiement étant alors interrompu.

12.2.1 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

12.2.2 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

12.2.3 Forme

La périodicité des factures est mensuelle.

La facturation devra être établie de la manière suivante :

- Une facture mensuelle pour la prestation forfaitaire
- Une facture pour chaque prestation hors forfait ; une facture ne doit concerner qu'un seul bon de commande.

12.2.4 Mentions obligatoires

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts et au décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique.

Les factures sont accompagnées le cas échéant, des pièces prévues aux documents constitutifs du présent marché et comportent notamment les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- l'identification du site concerné
- le code du service exécutant : **DAPFGU974**
- le numéro de l'engagement juridique généré par le système d'information financière et comptable transmis au titulaire lors de la signature du marché
- le cas échéant, le numéro du bon ce commande,
- la référence du marché : **2023-07-ESPVERT-PJSP**
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la période d'exécution des services
- la nature des prestations facturées (forfait ou hors forfait)
- le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- le montant total toutes taxes comprises.

12.2.5 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique ;
- du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les opérateurs économiques depuis le 1er janvier 2020.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission dématérialisée des factures :

- a) Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :
- par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation
 - en utilisant des web services (en mode API - Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.
- b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL **<https://choruspro.gouv.fr>** aux fins de soit :
- déposer ses factures sur le portail ;
 - saisir directement ses factures ;

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

et

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :
<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/> , rubrique « nous contacter »

12.2.6 Mode de paiement

Le comptable assignataire des paiements est Monsieur le directeur régional des finances publiques de La Réunion.

Le mode de règlement est le mandat administratif, suivant les règles de la comptabilité publique.

12.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum** pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2192-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 13 - DELAIS D'EXECUTION

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG-FCS, le point de départ du délai d'exécution du marché est fixé au 1er juin 2024.

Article 14 - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Elles ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ne lui est pas imputable, les pénalités pour retard s'appliquent selon les modalités décrites ci-dessous.

14.1 Pénalités applicables

En cas de défaillance du titulaire pour des prestations non conformes au présent marché et ne pouvant être assimilées à des cas de forces majeures, les manquements constatés donnent lieu à l'application de pénalités cumulables entre elles.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, leurs montants sont les suivants :

Prestations non conformes	Pénalité	Remarques
Absence de prestation forfaitaire non justifiée	100 €	Par constat
Mauvaise qualité de la prestation	50 €	Par constat et par zone
Absence de mesure corrective lors de l'intervention suivante, après non conformité d'une prestation signalée par le responsable de site	100 €	Par constat
Utilisation de produits / matériels non conformes à la réglementation	150 €	Par constat
Défaut de port des EPI (équipement de protection individuelle)	100 €	Par constat, par personne
Défaut de CERFA ou tout certificat attestant de la traçabilité des déchets	100 €	Par constat
Pénalité de retard ce retard s'apprécie au regard des délais portés dans le calendrier d'exécution pour la partie forfaitaire, et dans le devis pour les prestations sur bon de commande	V*R/500	Pour la partie forfaitaire : V = valeur mensuelle du marché hors taxes R = nombre de jours de prestations non effectuées, mal effectuées ou effectuées partiellement Pour la partie à bon de commande : V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité : cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable R = nombre de jours de retard

Ces pénalités, après avoir été notifiées au titulaire, s'imputent sur les règlements de factures.

14.2 Plafonnement des pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités encourues est plafonné à 15 % de la valeur mensuelle hors taxes pour les prestations forfaitaires, ou du bon de commande pour les prestations hors forfait.

14.3 Seuil d'exonération des pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.

Article 15 - CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

Le marché est réservé à des entreprises adaptées mentionnées à l'article L5213-13 du code du travail, à des établissements et services d'aide par le travail mentionnées à l'article L344-2 du code de l'action sociale et des familles, ainsi qu'à des structures équivalentes, lorsqu'ils emploient une proportion minimale fixée à 50 % de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent pas exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

Article 16 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Les conditions d'exécution des prestations prennent en compte des objectifs de développement durable comme le recyclage et la valorisation des déchets verts, la réduction des impacts sur la biodiversité par l'utilisation de produits ecolabellisés ou équivalents, ou la réduction des nuisances sonores.

Les produits, soumis à autorisation de mise sur le marché, et matériels utilisés dans le cadre de ce marché se doivent ainsi d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession. Le titulaire devra tenir compte de l'évolution de la législation dans le domaine environnemental et technique, et s'y conformer pour les textes, règlements et autres, relatifs à son activité et aux prestations du présent marché.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé par le présent document.

Article 17 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

17.1 Opérations de vérification

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications **quantitatives et qualitatives**, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché. Elles sont régies par les dispositions de l'article 27 du CCAG-FCS.

Lorsque ces vérifications ne nécessitent qu'un examen sommaire et rapide, elles sont effectuées par l'acheteur au moment de l'exécution du service dans le respect des dispositions des articles 28 et 29 du CCAG-FCS.

La nature et les modalités de contrôle des prestations sont développées à l'article 6 du CCTP.

17.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet

L'acheteur prononce l'**admission** des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'**ajourner l'admission** des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours. Les modalités relèvent des dispositions de l'article 30.2 du CCAG-FCS.

Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec **réfaction de prix** proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations. Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le **rejet partiel ou total**.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'acheteur, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'acheteur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Article 18 - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG de référence. Si le prestataire est dans l'incapacité d'effectuer une prestation forfaitaire, de répondre à une demande de devis ou à une sollicitation prévue au BPU, le responsable de site peut faire appel à un autre prestataire aux frais du titulaire.

Article 19 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES

Pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives. Les modalités sont développées aux articles 23.3 & 23.4 du CCAG-FCS.

En règle générale, toute modification dans l'exécution des prestations forfaitaires fera l'objet d'une modification formelle du marché, dans le respect des dispositions des articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique.

Néanmoins, il peut être organisé, dans l'enceinte de la juridiction, des manifestations exceptionnelles (audience solennelle annuelle, d'installation, ...). Lors de ces manifestations, le titulaire peut être amené à bouleverser l'ordonnancement de certaines tâches. Ces circonstances font partie intégrante de la part forfaitaire du présent marché. Le titulaire ne pourra se prévaloir ni d'une modification du marché, ni d'une plus-value financière.

Article 20 - SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG-FCS.

Article 21 - CLAUSE DE REEXAMEN

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Au cours de l'exécution du marché, des évolutions sont susceptibles d'intervenir, concernant les situations énoncées ci-après :

- modification de la situation géographique des juridictions : la quotité des prestations pourra ainsi se voir diminuer ou augmenter ;
- il en sera de même en cas de contexte de sûreté à renforcer ;
- l'existence de travaux de faible ou grande ampleur au sein des bâtiments pourra conduire à une modification des prestations, et à une modification des surfaces
- L'adjonction d'éventuelles nouvelles installations de façon définitive conduira à élargir le périmètre des prestations d'autant.

Ces évolutions feront l'objet d'une modification économique du marché, calculée en référence aux montants forfaitaires des centres de coût concernés et des prix unitaires horaires fixés par le titulaire de la DPGF.

En cas de modification définitive à la baisse du périmètre de la prestation un préavis de 3 mois sera appliqué à compter de la notification de la modification au titulaire. Ce préavis sera rémunéré selon les tarifs en vigueur après les révisions intervenues, que la prestation soit ou non effectuée pendant cette période de trois mois.

Article 22 - RESILIATION

L'acheteur peut résilier le marché notamment dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D822-8 du code du travail, le marché sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire.

Le marché est résilié conformément aux dispositions des articles 38 à 44 du CCAG-FCS.

Article 23 - DIFFERENDS

23.1 Règlement des différends entre les parties

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant de l'acheteur et faisant apparaître le désaccord ;
- soit du silence gardé par l'acheteur à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours ;
- soit de l'absence de notification du décompte de résiliation dans le délai mentionné à l'article 43.5 du CCAG-FCS.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu.

Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

L'acheteur dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue de la procédure décrite ci-dessus, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique. La partie qui saisit d'un différend le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une, dans l'attente du règlement amiable définitif du différend.

La saisine d'un comité consultatif de règlement amiable des différends interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

Le comité consultatif compétent est le **comité de Paris, Préfecture de la région Île-de-France, Préfecture de Paris, 5, rue Leblanc, 75911 Paris cedex 15.**

La saisine d'un conciliateur ou d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après conciliation ou médiation ou de la constatation par le conciliateur ou le médiateur de l'échec de sa mission.

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le solde du marché, le titulaire dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la naissance de la décision implicite de rejet, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté cette décision.

23.2 Contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif du lieu de la prestation objet de la contestation.

- Tribunal administratif de Saint-Denis de La Réunion, 27 rue Félix Guyon, CS 61107, 97404 Saint-Denis cedex

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.

Article 24 - DEROGATIONS

Les dérogations au CCAG de référence sont présentées dans le tableau récapitulatif ci-après :

<i>Articles du présent document dérogeant au CCAG de référence</i>	<i>Domaine d'application</i>	<i>Articles du CCAG auxquels il est dérogé</i>
8.4.2	Représentant du titulaire	3.4.1
10.4	Assurance	9.2
13	Point de départ du délai d'exécution	13.1.1
14.1	Pénalités	14.1.1
14.2	Plafonnement des pénalités	14.1.2
14.3	Seuil d'exonération des pénalités	14.1.3